

KENYA: Les citoyens pauvres confrontés à l'accroissement de l'insécurité alimentaire



Photo: Siegfried Modola/IRIN

Les citoyens pauvres du Kenya consacrent 60 à 65 pour cent de leurs revenus à l'achat de nourriture (photo d'archive)

NAIROBI, 7 August 2012 (IRIN) - L'insécurité alimentaire, qui touche de nombreuses zones rurales du nord du Kenya, affecte également une population urbaine en pleine croissance, indiquent les experts.

« Les villes et grandes villes du Kenya, comme beaucoup d'autres en Afrique, se développent et voient leur population augmenter, mais seule une petite partie de leurs habitants bénéficie d'une source de revenus régulière; ils sont donc très vulnérables à la pauvreté », a dit à IRIN Francis Mwangi, un expert de la sécurité alimentaire et professeur à l'université de Nairobi. « Les citoyens pauvres s'endorment le ventre vide, car ils n'ont pas l'argent nécessaire pour acheter de la nourriture ».

Une récente évaluation de la sécurité alimentaire réalisée par le Réseau de systèmes d'alerte précoce contre la famine (FEWS-NET), le Programme alimentaire mondial (PAM), l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le gouvernement kenyan a montré que plus d'un quart des enfants kenyans des zones urbaines

présentent un retard de croissance – ce qui reflète une malnutrition chronique – tandis que les niveaux de consommation alimentaire de 13 pour cent des ménages des zones urbaines densément peuplées sont très faibles.

Bon nombre de citoyens pauvres ont recours à des mécanismes d'adaptation : ils restreignent leur consommation, mangent moins ou moins souvent et achètent des produits alimentaires moins chers. Les citoyens pauvres au Kenya consacrent 60 à 65 pour cent de leurs revenus à l'achat de nourriture.

Selon l'évaluation, la population urbaine représente environ 35 pour cent de la population kenyane et 70 pour cent des citoyens vivent dans des bidonvilles. La population urbaine du pays a augmenté de 4 pour cent en 2010, et la Banque mondiale estime que les citoyens pauvres représenteront environ la moitié des habitants pauvres du Kenya d'ici à 2020.

Trephine Ambimo, une mère célibataire de 35 ans qui s'occupe de ses cinq enfants, vit à Korogocho, un camp de fortune de la capitale Nairobi. Chaque matin, elle se rend à pied jusqu'à un domaine appartenant à une famille de la classe moyenne pour y effectuer des petits travaux ; elle gagne environ 2,40 dollars par jour. Cet argent ne suffit pas à nourrir sa famille – un sac de 2 kg de maïs coûte 1,43 dollars – et à payer son loyer ; elle doit bien souvent faire un choix.

« Si je ne paie pas mon loyer, le propriétaire nous jettera, moi et les enfants, à la rue », a dit Mme Ambimo à IRIN. « J'ai habitué les enfants à sauter des repas pour pouvoir mettre de l'argent de côté et payer le loyer ».

De hauts responsables gouvernementaux ont dit à IRIN que dans les foyers dirigés par des femmes, les enfants et les veuves étaient très vulnérables.

« Ces catégories de personnes sont particulièrement affectées, car elles ont très peu ou pas de revenus », a dit Wilson Songa, secrétaire au ministère de l'Agriculture.

En mai 2012, le gouvernement, par le biais du ministère des Programmes spéciaux, a distribué 4 800 sacs de riz et de soja, ainsi que 400 bidons d'huile aux populations vulnérables de huit districts de Nairobi, dont 65 pour cent des habitants seraient confrontés à l'insécurité alimentaire, selon le ministère. L'évaluation a toutefois montré que jusqu'à 12 pour cent des foyers dans le besoin recevaient une aide alimentaire.

Prix des produits alimentaires exceptionnellement élevés

Selon le ministère de l'Agriculture, environ 29 pour cent des foyers urbains cultivent des aliments, mais ils ne satisfont pas tous leurs besoins. Entre 97 et 100 pour cent des produits alimentaires consommés par les habitants des villes sont achetés sur les marchés, si bien que les foyers sont vulnérables aux variations des prix.

« Dans les zones rurales, on a des terres pour faire pousser des légumes, et on n'a pas besoin d'argent pour y accéder ; dans les zones urbaines, on n'a de la nourriture que si on a de l'argent », a dit M. Mwangi.

Selon les experts, l'augmentation de la production alimentaire dans les zones rurales entraînerait une diminution des prix des produits alimentaires dans les villes. « Les villes dépendent de la nourriture produite dans les zones rurales, et comme la loi de l'offre et la demande le montre, si les zones rurales produisent plus, les zones urbaines profitent de la baisse des prix alimentaires. Le gouvernement doit fournir des engrais, des graines et de l'eau pour l'irrigation », a dit à IRIN Cynthia Andere, experte agricole et directrice de la Kenya Urban Livelihoods Association.

« En tant que pays à déficit alimentaire, le Kenya doit se tourner vers l'importation pour satisfaire sa demande. Nous avons un régime d'importation peu avantageux, si bien que tout produit importé est trop cher pour les Kenyans », a-t-elle ajouté. « Finalement, c'est un jeu à somme nulle, car la population reste vulnérable ».

Dans sa dernière [mise à jour économique pour le Kenya](#), la Banque mondiale a noté que si l'Afrique de l'Est arrive à se nourrir en autorisant le libre-échange, le Kenya continue à maintenir des barrières aux échanges de produits comme le maïs, le blé et le sucre, ce qui se traduit par des prix très élevés au Kenya ».

Aujourd'hui, le gouvernement promeut [l'agriculture urbaine et périurbaine](#) afin d'améliorer l'accès à la nourriture des citoyens pauvres.

« L'agriculture urbaine constitue un mécanisme d'adaptation essentiel pour les citoyens pauvres, dont beaucoup souffrent de l'insécurité alimentaire. Nous pensons avoir quelque 100 000 agriculteurs urbains par an au cours des trois prochaines années, a dit M. Songa, le ministre de l'Agriculture.

Le gouvernement indique qu'il fournira des graines, des engrais et des sacs, et proposera une formation aux agriculteurs afin de les aider à produire des cultures à cycle court, comme les tomates, les légumes et les haricots.

ko/kr/am/rz-mg/ag/amz

Theme(s): [Economy](#), [Food Security](#), [Health & Nutrition](#),

[This report does not necessarily reflect the views of the United Nations]



[Feedback](#) | [Terms & Conditions](#) | [News Feeds](#) | [About IRIN](#) | [Jobs](#) | [Donors](#)

Copyright © IRIN 2012. All rights reserved. This material comes to you via IRIN, the humanitarian news and analysis service of the UN Office for the Coordination of Humanitarian Affairs. The opinions expressed do not necessarily reflect those of the United Nations or its Member States. The boundaries, names and designations used on maps on this site and links to external sites do not imply official endorsement or acceptance by the UN. Republication is subject to terms and conditions as set out in the [IRIN copyright page](#).